



**HAL**  
open science

# La fin de l'Ancien Régime en Espagne (des années 1780 aux années 1840) : une crise des élites ?

Jean-Philippe Luis

## ► To cite this version:

Jean-Philippe Luis. La fin de l'Ancien Régime en Espagne (des années 1780 aux années 1840) : une crise des élites ?. Laurent Coste, Stéphane Minvielle, François-Charles Mougel. Le concept d'élites en Europe de l'Antiquité à nos jours, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, pp.187-198, 2014, 9782858924189. hal-01282612

**HAL Id: hal-01282612**

**<https://uca.hal.science/hal-01282612>**

Submitted on 4 Mar 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

## **La fin de l’Ancien Régime en Espagne (des années 1780 aux années 1840) : une crise des élites ?**

Dans Laurent Coste, Stéphane Minvielle, François-Charles Mougel, *Le concept d’élites en Europe de l’Antiquité à nos jours*, Bordeaux, MSHA, 2014, pp. 187-198.

La vieille théorie des élites élaborée il y a plus d’un siècle par la sociologie italienne fait-elle encore partie des instruments analytiques, voire heuristiques, susceptibles d’aider l’historien à comprendre un moment historique charnière aussi complexe que celui de la fin de l’Ancien Régime et de l’avènement des régimes libéraux en Europe ? Débarrassée de certains de leurs postulats, en particulier d’une position antidémocratique de fond fortement marquée par le contexte de leur époque, les théories de Vilfredo Pareto et de Gaetano Mosca reposent sur une vision de l’évolution historique fondée sur la notion de circulation des élites<sup>1</sup>. Les grands changements historiques seraient, d’après eux, à penser en termes de crise des élites. On connaît la célèbre affirmation de Pareto : « Les aristocraties ne durent pas. Quelles qu’en soient les causes, il est incontestable qu’elles disparaissent à partir d’un certain temps. L’histoire est un cimetière des aristocraties<sup>2</sup>. » D’après ces auteurs, la perpétuation d’une élite serait conditionnée à sa capacité à se rénover en intégrant en son sein les individus les plus capables parmi le groupe des gouvernés et en éliminant ses propres éléments « dégénérés ». Il peut y avoir toutefois des situations de blocage liées à la tendance naturelle des élites à se fermer et à s’auto-alimenter, ce qui correspond à une aristocratisation des élites. Ce phénomène générerait alors de fortes frustrations dans les couches inférieures de la société et donc des situations révolutionnaires<sup>3</sup>. Dans quelle mesure ces schémas explicatifs peuvent-ils s’appliquer au terrain d’étude que j’ai choisi dans cet article, à savoir l’Espagne des années 1780-1850 ?

---

<sup>1</sup> Il existe des différences entre les deux auteurs, mais les points communs l’emportent autour de l’idée de crises politiques et sociales liées à une crise des élites. BOBBIO N., *On Pareto and Mosca*, Genève, Droz, 1972.

<sup>2</sup> PARETO V., *Traité de sociologie générale*, Genève, Droz, 1968, § 2053.

<sup>3</sup> ALBERTONI E.A., *Études sur la pensée politique de Gaetano Mosca. Classe politique et gouvernement*, Milano-Montréal, 1984 ; ALBERTONI E.A., BAGNOLI P. (ed.), *Studi sull’elitismo*, Milano, 2001. VALADE B., « Le thème élitare dans l’œuvre de Vilfredo Pareto », *Revue française d’histoire des idées politiques*, vol. 22, 2005, p. 229-239.

## L'histoire des élites dans l'historiographie sur l'Espagne

Les théories italiennes des élites ont été très peu utilisées pour la période que je me propose d'évoquer ici<sup>4</sup>. On ne parle d'histoire des élites qu'à partir des années 1970, mais de manière très différente de l'approche novatrice qui était alors proposée dans l'historiographie française par Guy Chaussinant-Nogaret<sup>5</sup>. L'interprétation dominante, en particulier celle de Josep Fontana et Alberto Gil Novales<sup>6</sup>, dénonçait une révolution libérale incomplète car, les élites libérales, trop faibles et peu nombreuses, durent mettre un terme au processus révolutionnaire en cours, passer un pacte avec les élites d'Ancien Régime au début des années 1820, ce qui conduisit à un système oligarchique s'épanouissant un demi-siècle plus tard, sous le régime de la Restauration construit par Cánovas del Castillo. Le caciquisme, que les régénérationnistes de la génération de 1898 désignaient comme le cancer de l'Espagne, en était la principale manifestation<sup>7</sup>. Les travaux sur les élites (avec une réflexion sur le contenu du sens de ce terme ainsi que sur celui de « bourgeoisie »), se sont donc développés par la suite prioritairement pour cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais aussi, pour l'époque moderne, au travers de la prosopographie. Jusqu'à la fin des années 1990, les études ont été beaucoup plus rares sur le basculement des années 1780-1850. Un seul ouvrage très dense a pris la question à bras-le-corps, en se penchant sur les élites madrilènes de 1750 à 1850<sup>8</sup>, mais il se situe à nouveau dans une perspective de continuité, celle d'une « fausse » révolution libérale qui n'aurait en aucune manière redistribué les cartes de la structure sociale. Au fond, on retrouve la vieille idée de la trahison de la bourgeoisie qui se serait aristocratisée, les mêmes conservant le pouvoir de part et d'autre du processus révolutionnaire.

Pourtant, la rénovation des études sur la révolution libérale d'une part, et les travaux plus théoriques sur les élites et sur le concept de bourgeoisie – en particulier ceux s'appuyant sur des études locales, ceux proposant un regard sur un autre monde hispanique qu'était l'Amérique latine ou ceux influencés par l'historiographie allemande – ont conduit à rénover

---

<sup>4</sup> Une exception d'un grand intérêt pour la période immédiatement postérieure : PRO RUIZ J., « La formación de la clase política liberal en España (1833-1868) », *Historia contemporánea*, n° 23, 2001, p. 445-481.

<sup>5</sup> En particulier dans un article célèbre : « Aux origines de la Révolution : noblesse et bourgeoisie », *Annales Économie Société Civilisation*, n° 2-3, 1975, p. 265-278.

<sup>6</sup> FONTANA J., *De en medio del tiempo. La segunda restauración española*, Barcelona, Ed. Crítica, 2006.

<sup>7</sup> Voir l'excellente traduction et édition de l'ouvrage classique de Joaquín Costa par Simon Sarlin : COSTA J., *Oligarchie et caciquisme*, SARLIN S. (éd.), Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2009.

<sup>8</sup> CRUZ J., *Gentlemen Bourgeois and Revolutionaries. Political Change and Cultural Persistence Among the Spanish Dominant Groups, 1750-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

la question<sup>9</sup>. Ces matériaux fournissent de nombreux éléments pour une reconsidération de la question des élites dans le basculement de l’Ancien Régime au libéralisme.

Mais, avant d’aller plus avant, comment peut-on définir les élites dans l’Espagne de la veille de la guerre d’Indépendance ? Comme toujours, la question est complexe quand il s’agit de dessiner une limite inférieure aux groupes sociaux qui, « par leur statut juridique, leur richesse, leurs talents ou quelque cause que ce soit qui leur assure une position unique au sommet de la hiérarchie, s’isolent du reste de la société et entretiennent des rapports privilégiés avec le pouvoir, le monopolisent ou l’influencent<sup>10</sup> ». De manière schématique, on pourrait considérer que pour l’Espagne, cette limite inférieure se situait avant 1808 à partir du groupe de tout ceux qui directement, ou par l’intermédiaire d’un membre de leur famille, participaient aux affaires municipales, soit en appartenant directement aux oligarchies locales, soit en étant issus de ces dernières. Ce marqueur est essentiel dans un royaume qu’Ibañez de Rentería, dans les années 1780, définissait ainsi : « L’Espagne est une monarchie pure [...], mais elle contient en son sein une infinité de Républiques<sup>11</sup>. » Outre le fait de disposer du pouvoir local, ce groupe alimentait la haute administration royale, le clergé et les officiers dans l’armée. Sous l’Ancien Régime, une promotion sociale passait par l’acquisition de la *hidalguía* par des moyens divers, car l’*hidalguía*, qui ne donnait pas un titre de noblesse, conférait avant tout une reconnaissance sociale à un individu en phase de promotion sociale par le commerce, le service du roi dans l’administration, dans l’armée ou le service de l’Église. L’étape suivante était le plus souvent l’intégration dans une oligarchie locale par accession à un conseil municipal ou à une institution proche, puis une ascension réussie était couronnée par l’acquisition d’un titre de noblesse. La noblesse n’était ainsi pas un corps fermé. L’entrée parmi les élites était donc le fruit d’un équilibre parfois conflictuel entre cooptation à l’échelle locale et sélection à l’échelle nationale par la grâce royale.

---

<sup>9</sup> Sur les élites, je me contenterai de renvoyer aux excellentes mises au point historiographiques de CARASA P., « De la Burguesía a las Elites, entre la ambigüedad y la renovación conceptual », *Ayer*, n° 42, 2001, p. 213-237 ; « De la teoría de las élites a la historia de las élites », dans CHACÓN JIMÉNEZ Fr., HERNÁNDEZ FRANCO J., *Espacios sociales, universos familiares. La familia en la historiografía española*, Murcia, Edit.um – Ediciones de la Universidad de Murcia, 2007, p. 67-104. Sur l’Amérique : BIRLE P., HOFMEISTER W., MALHOLD G., POTTHAST B. (eds.), *Elites en América Latina*, Madrid-Frankfurt, Iberoamericana-Vervuert, 2007. FRADERA J.M., MILLÁN J., (eds.), *Las burguesías europeas del siglo XIX. Sociedad civil, política y cultura*, Madrid-Valencia, Biblioteca nueva, Universitat de València, 2000. Sur la rénovation historiographique portant sur la révolution libérale, en français : LUIS J.P., « Guerre d’Indépendance et libéralisme : à la croisée de deux rénovations historiographiques », dans LUIS J.-Ph. (dir.), *La Guerre d’Indépendance espagnole et le libéralisme au XIX<sup>e</sup> siècle*, Madrid, Casa de Velázquez n° 118, 2011, p. 1-14.

<sup>10</sup> CHAUSSINAND-NOGARET G., *Une histoire des élites, 1700-1848*, Mouton, Paris-La Haye, 1978, p. 9-10.

<sup>11</sup> Cité par DEDIEU J.-P., « La ville et l’État en Espagne à l’époque moderne. Tentative de synthèse des apports de l’historiographie récente », *Liame*, n° 5, 2000, p. 25-42, p. 28.

## Avant 1808 : de la circulation régulée des élites au blocage

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la rénovation des élites était pacifiée et graduelle. Sans changer les principes de légitimation de la domination politique et sociale, les élites acceptèrent l'intégration de nouvelles familles, ce qui correspond au processus normal de rénovation des élites décrit par les sociologues italiens. L'originalité de l'Espagne vient plutôt de la relative vigueur du phénomène pour deux raisons principales. D'une part les opportunités d'enrichissement rapide se multiplièrent pour les plus audacieux et les plus chanceux, à la faveur du renouveau du grand commerce américain. Par exemple, la modeste famille Aguado qui, fuyant ses dettes, quitta Corella en Navarre en 1732 pour tenter l'aventure du commerce atlantique à Cadix, vit l'un de ses membres gravir tous les échelons de l'ascension sociale jusqu'à obtenir en 1764 le titre de comte de Montelirios, puis à intégrer le cercle très prestigieux de l'oligarchie sévillane en 1788<sup>12</sup>. Ce cas n'est pas isolé. À Cadix, 22 négociants acquièrent un titre de noblesse entre 1735 et 1798<sup>13</sup>.

D'autre part, la mobilité sociale est canalisée et stimulée par une monarchie dotée d'un pouvoir croissant et d'une volonté de limiter le poids des corps intermédiaires. Le roi distribuait les honneurs, les titres de noblesse, les places dans l'administration, dans l'armée et dans une partie du clergé. Au moment d'acheter un régiment, de transmettre un majorat, d'intégrer un ordre militaire, de contracter un mariage pour un militaire ou un noble titré, l'autorisation royale était nécessaire. Le roi avait donc les clés d'une promotion sociale réussie, il était « le grand régulateur » du monde des élites. Or au XVIII<sup>e</sup> siècle, les besoins financiers de la monarchie étaient croissants. Le roi les a satisfaits en grande partie en vendant titres de noblesses, régiments et emplois dans la fonction publique en faveur des familles enrichies<sup>14</sup>.

La situation se bloqua à partir des années 1780. Le phénomène de fermeture et d'aristocratisation des élites décrit par Pareto et Mosca prend le pas sur la rénovation mesurée : les nouvelles couches sociales enrichies ne parvenaient plus à forcer la porte des oligarchies municipales<sup>15</sup>. Par ailleurs les signes d'épuisement biologique de certaines familles, l'absentéisme croissant dans les conseils municipaux et la politique royale visant à

---

<sup>12</sup> LUIS J.-Ph., *L'Ivresse de la fortune. A.M. Aguado, un génie des affaires*, Paris, Payot, 2009.

<sup>13</sup> GARCÍA-BAQUERO GONZÁLEZ A., *Cádiz y el Atlántico (1717-1778)*, Sevilla, Escuela de Estudios Hispano-Americanos, C.S.I.C., 1976, p. 477.

<sup>14</sup> ANDÚJAR CASTILLO Fr., *El sonido del dinero. Monarquía, ejército y venalidad en la España del siglo XVIII*, Madrid, Ed. Pons, 2004.

<sup>15</sup> Par exemple à Séville, LUIS J.-Ph., « La Guerra de la Independencia y las élites locales: reflexiones en torno al caso sevillano », *Cuadernos de Historia Moderna. Anejos*, VII, 2008, p. 199-222.

attaquer frontalement ou à contourner le pouvoir des édiles municipaux constituent un révélateur de la fragilisation de cette élite urbaine traditionnelle<sup>16</sup>.

Avec la fermeture des oligarchies locales, c'est un passage fondamental vers une ascension sociale qui se fermait, au moment même où d'autres voies, celles favorisées par le roi se faisaient de plus en plus étroites. En effet, la bonne conjoncture du XVIII<sup>e</sup> siècle, le renouveau impérial et la politique de la monarchie avaient multiplié les potentialités d'enrichissement, donc le nombre de familles en ascension sociale par le commerce, par la terre, ou par le diplôme. À cette demande croissante répondait une offre de la monarchie en emplois dans l'armée, dans l'administration ou dans l'Église. La conjoncture se retourna à partir des années 1780, à partir de la guerre contre l'Angleterre, et surtout des guerres de la Révolution et de l'Empire qui étranglèrent le commerce colonial et les relations avec l'Empire et dégradèrent le niveau des rentrées fiscales. Le roi avait par conséquent de moins à moins de places à proposer, pour un nombre de candidats toujours très élevé. Ceci généra d'une part de la frustration sociale et d'autre part le développement d'un phénomène social dénoncé par les contemporains, la *empleomania*, c'est-à-dire la multiplication d'individus se pressant aux portes des administrations pour quémander une place, le plus souvent sans succès.

L'étranglement des relations avec l'Empire renvoie à une cause pointée par Mosca pour expliquer le déclenchement d'une phase de rénovation profonde des élites : le changement de routes commerciales<sup>17</sup>. Néanmoins, les sociologues italiens utilisent peu les éléments d'ordre économique pour expliquer le déclenchement d'une crise des élites et privilégient les facteurs culturels. Pareto décrit un processus de dégénérescence des élites par la contamination de ce qu'il appelle une « piété morbide » s'exprimant dans les bons sentiments que l'on trouverait parmi l'aristocratie éclairée du XVIII<sup>e</sup> siècle ou dans une frange de la bourgeoisie du début du XX<sup>e</sup> siècle convertie au socialisme<sup>18</sup>. Cette situation intervient quand l'élite perd sa cohésion et, à travers celle-ci, sa capacité à imposer une « formule politique » d'après Mosca (Pareto parle de « dérivations »), c'est-à-dire des principes abstraits (religieux, idéologiques, des mythes..) servant à légitimer le système politique<sup>19</sup>.

Or, il y a bien en Espagne au travers du succès des Lumières une remise en cause du modèle politico-social, de la « formule politique » représentée par la société traditionnelle

---

<sup>16</sup> YUN CASALILLA B., « Crisis del Antiguo Régimen y “crisis de la aristocracia” », *Ayer*, n° 48, 2002, p. 41-57.

<sup>17</sup> MOSCA G., *Elementi di Scienza Politica*, Torino, Fratelli Bocca ed., 1923 (2<sup>e</sup> éd.), p. 16 et 70. La première édition de l'ouvrage date de 1896.

<sup>18</sup> « Un'applicazione di teorie sociologiche » dans PARETO V., *Écrits sociologiques mineurs, Œuvres complètes*, t. XXII, Genève, Droz, 1980, p. 178-238.

<sup>19</sup> MOSCA G., *op. cit.*, p. 73-90. PARETO V., *Traité de sociologie générale*, chap. IX.

d’Ancien Régime. Ce n’était pas la société d’ordres qui était remise en cause, mais le rôle de l’Église et la définition de la noblesse. De nombreuses voix, telle celle célèbre de Gaspar de Jovellanos, réclamaient une refondation de la noblesse autour du mérite et de la propriété, ainsi qu’une réduction du poids économique, mais aussi politique, de l’Église. On retrouve ici un phénomène proche de l’acculturation de la noblesse française par les valeurs de la bourgeoisie, que Guy Chaussinand Nogaret a appelé le « suicide moral et culturel de la noblesse<sup>20</sup> ». Cette évolution, favorisée en Espagne par la monarchie, a induit des résistances dans l’Église et parmi les élites traditionnelles, ce qui conduisit à un fractionnement des élites entre réformateurs et conservateurs. Les tensions devinrent encore plus fortes à partir du moment où le roi Charles IV fit de Manuel de Godoy son favori. Issu de la petite noblesse locale, celui-ci mena une politique réformatrice tout en pratiquant un népotisme à un degré rarement atteint. La fragmentation des élites s’observait à la cour entre le clan Godoy d’une part et le clan du Prince des Asturies d’autre part qui rallia les conservateurs – on a parlé à leur propos de « parti aristocratique » –, mais aussi à l’échelle locale, dans les municipalités<sup>21</sup>. Les facteurs de déstabilisation étaient donc multiples avant 1808. Toutefois, le vieux système résistait encore. La rupture n’intervint qu’avec l’invasion française de 1808.

## **Effondrement et recomposition : la guerre d’indépendance**

L’invasion et la guerre déclenchèrent l’effondrement brutal de tout un système politico-administratif qui libéra toutes les frustrations et les forces sociales en compétition. La lutte contre les Français masquait une guerre civile qui, dans un premier temps, amena l’élimination physique d’une partie des autorités nommées par Godoy, tel le comte del Aguila lynché par la foule à Séville ou le marquis del Socorro exécuté à Cadix. Le parti aristocratique, qui avait préparé dans de nombreuses villes le soulèvement, désignait ces hommes à la vindicte populaire en les accusant d’acointances avec les Français<sup>22</sup>. Dans certaines villes catalanes étudiées, ou à Séville, la guerre eut pour effet la mise à l’écart d’une

---

<sup>20</sup> CHAUSSINAND-NOGARET G., « Aux origines de la révolution : noblesse et bourgeoisie », art. cité, p. 265.

<sup>21</sup> LA PARRA E., « Los hombres de Fernando VII en 1808 », dans ALBEROLA A., LARRIBA E. (eds.), *Las élites y la « revolución de España » (1808-1814). Estudios en homenaje al profesor Gérard Dufour*, Alicante, Universidad de Alicante, 2010, p. 127-152.

<sup>22</sup> Pour un bilan historiographique de la guerre d’Indépendance en français : AYMES J.-R., « La commémoration du bicentenaire de la Guerre d’Indépendance (1808-1814) en Espagne et dans d’autres pays », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* n° 5, 2009 et n° 7 2010, (pour le n° 5, mis en ligne le 21 juin 2011, consulté le 20 mai 2013. URL : <http://ccec.revues.org/2997> ; pour le n° 7, 2010, mis en ligne le 20 février 2011, consulté le 20 mai 2013. URL : <http://ccec.revues.org/3432>). LUIS J.-Ph., « Déconstruction et ouverture : l’apport de la célébration du bicentenaire de la guerre d’indépendance espagnole », *Annales historiques de la Révolution Française*, n° 366, octobre-décembre 2011, p. 129-151.

part plus ou moins importante de l'oligarchie locale en faveur des couches nouvelles qui étaient bloquées dans leur ascension avant 1808. La lutte se politisa, selon un schéma qui n'est toutefois pas à sens unique. Ainsi, en Catalogne, à Manresa ou Sabadell, les commerçants plutôt libéraux écartèrent en partie la vieille oligarchie conservatrice. En revanche, à Séville, le groupe influencé par les Lumières, celui des *ilustrados* qui dominait les élites locales, fut mis à l'écart au profit de nouvelles familles souvent issues du commerce mais qui avaient pris les couleurs de la contre-révolution<sup>23</sup>. On retrouve là la conséquence d'un trait marquant du conflit : la propagande patriote développa un discours fortement marqué par l'anti-intellectualisme, que l'on qualifierait aujourd'hui volontiers de populiste<sup>24</sup>. Les élites qui franchirent le pas en choisissant de servir Joseph Bonaparte furent les grands perdants. L'exil affecta de 10 000 à 12 000 personnes, issues dans leur très grande majorité des officiers de l'armée, de la haute administration et du haut clergé<sup>25</sup>. La restauration de l'absolutisme en mai 1814 contraignit à l'exil de nouveaux individus, des libéraux cette fois-ci, appartenant eux aussi, pour une grande part, aux élites sociales et culturelles du pays.

La rupture des relations avec l'empire américain et les premiers pas des indépendances, conséquences directes de l'invasion française, affecta aussi le monde des négociants spécialisés dans le commerce atlantique. D'autres négociants émergèrent cependant à la faveur de la guerre : des fortunes se bâtirent dans l'approvisionnement aux armées<sup>26</sup> alors que d'autres investirent dans la terre ou dans les opérations de crédit avec le numéraire disponible qu'ils ne pouvaient plus employer dans le grand commerce. En Galice, la vente de terres collectives vit l'émergence de petits notables locaux qui en profitèrent pour entrer dans les municipalités<sup>27</sup>.

La guerre d'Indépendance fut un traumatisme politique et social majeur. Elle amplifia le fractionnement des élites, détruisit ou fragilisa des familles entières de ce monde et contribua à l'émergence de nouvelles familles. Cette constatation trouve un écho dans l'analyse de

---

<sup>23</sup> SOLÀ I PARERA A., VILA I DESPUJOL R., VIRÓS PUJOLÀ L., « La formación de nuevas élites locales (1780-1824). Un ejemplo de la Cataluña interior », dans ROBLEDO R., CASTELLS I., ROMEO M.C., (eds.), *Orígenes del liberalismo. Universidad, política, economía*, Salamanca, Ediciones Universidad de Salamanca, 2003 (texte sur CDRom).

<sup>24</sup> AYMES J.-R., « La mise en cause des élites et, en particulier, des “philosophes” et des “savants” pendant la guerre de l'indépendance », dans ALBEROLA A., LARRIBA E. (eds.), *op. cit.*, p. 107-126.

<sup>25</sup> LÓPEZ TABAR J., *Los famosos traidores. Los afrancesados durante la crisis del Antiguo Régimen (1808-1833)*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2001.

<sup>26</sup> Trois exemples brillants sont connus en Catalogne : LUIS J.-Ph., « Faire fortune sous Ferdinand VII », dans HUETZ DE LEMPS X., LUIS J.-Ph. (éd.), *Sortir du labyrinthe*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

<sup>27</sup> BAZ VICENTE M.J., « Las élites agrarias en la Galicia liberal: tutela política y conservacionismo foral de la fidalguía rentista », *Ayer*, n° 48, 2002, p. 59-84.



Gaetano Mosca qui affirmait que la classe politique peut aussi être détruite en totalité ou en partie par une invasion étrangère<sup>28</sup>.

## **Les vagues du renouvellement des élites : 1814-1840**

Cette période particulièrement troublée, marquée par deux restaurations de l'absolutisme et deux phases révolutionnaires, s'apparente à bien des égards à une guerre civile ouverte (en 1822-1823 et entre 1833 et 1840) ou larvée, marquée par une grande violence. À la violence politique qui, par la mort, par l'exil et la saisie des biens affecta le monde des élites s'ajoute la première grande redistribution des terres entamée par la politique des désamortissements (vente d'une partie des terres collectives du clergé et des municipalités) et de libéralisation de la terre portée par les libéraux. Faute d'études locales suffisantes, on ignore l'ampleur globale des bouleversements qui affectent alors le sommet de la hiérarchie sociale. Toutefois, quelques données sont sans équivoque. L'examen de l'origine sociale des députés dans les années 1830-1840 nous donne l'image d'un parlement où les classes moyennes sont beaucoup plus nombreuses qu'en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne<sup>29</sup>. De nombreux dirigeants politiques, tel Mendizábal, sont issus de familles de négociants andalous alors que quelques vieilles familles, telle la maison de Osuna, ou la noblesse féodale valencienne, sont frappées par le déclassement<sup>30</sup>. Dans le royaume de Murcie, 15 à 20 % des familles de l'oligarchie locale qui dominaient en 1808 avaient disparu trente ans plus tard<sup>31</sup>. En Catalogne, le « bloc bourgeois » (fabricants, négociants, propriétaires terriens) représentait plus de la moitié des conseillers municipaux en 1850 alors que ces derniers étaient dominés très largement par la noblesse avant 1808<sup>32</sup>. Enfin, la guerre carliste des années 1830 a joué un rôle de formidable ascenseur social pour les militaires. L'exemple très connu de Baldomero Espartero, devenu Régent du Royaume en 1840, est exceptionnel par son niveau, mais il illustre un phénomène de fond selon lequel le succès des armes était devenu l'instrument le plus sûr pour une promotion sociale rapide.

---

<sup>28</sup> MOSCA G., *Elementi di Scienza Politica*, p. 421.

<sup>29</sup> BURDIÉL I., « Morir de éxito: El péndulo liberal y la revolución española del siglo XIX », *Historia y política*, n° 1, abril 1999, p. 181-203, p. 201.

<sup>30</sup> RUIZ TORRES P.M., « La nobleza en el País Valenciano durante la transición del feudalismo al capitalismo », *Manuscrits: Revista d'Història Moderna*, n° 4-5, 1987, p. 91-108.

<sup>31</sup> PÉREZ PICAZO M.T., LEMEUNIER G., *El proceso de modernización de la región murciana (siglos XVI-XIX)*, Murcia, Editora regional de Murcia, 1984, p. 269.

<sup>32</sup> ARNABAT MATA R., « Elits i control de les institucions polítiques locals durant el procés de la revolució liberal a Catalunya », dans MIR C., VICEDO E. (ed.), *Control social i quotidianitat. Terceres Jornades sobre Sistemes agraris, organització social i poder local als Països Catalans*, Lleida, Institut d'Estudis Ilerdencs, 2002, p. 281-325.

Ces données portent un coup sévère à la thèse du pacte scellé entre anciennes et nouvelles élites que l'on trouvait dans l'historiographie jusqu'au début des années 1990. Toutefois, le processus est très marqué par des différences locales fortes : chaque territoire, voire chaque ville semble avoir son rythme propre. À Séville la rénovation débuta tôt, avec une première phase pendant la guerre d'Indépendance, puis une autre phase d'arrivée de nouvelles familles à la faveur de la révolution de 1835. À Valladolid, c'est cette dernière période qui suscita le changement le plus profond<sup>33</sup>. À Valence, la rupture entre la bourgeoisie marchande et l'absolutisme intervint en 1817-1819, devant l'incapacité de l'État à imaginer et à organiser de nouvelles bases dans les relations commerciales avec les colonies. Les premières élections du régime libéral du *Trienio liberal*, en avril 1820, amenèrent alors « le remplacement d'un secteur relativement homogène de rentiers et de propriétaires enrichis durant l'Ancien Régime, par un nouveau groupe formé par une bourgeoisie du commerce et de l'artisanat<sup>34</sup> ». La répression absolutiste de 1823 joua par la suite un rôle important pour éliminer des familles et pour en faire émerger d'autres.

Dans d'autres zones la rénovation fut plus progressive et pacifique. En Galice, l'élite traditionnelle accepta d'intégrer en son sein les nouvelles notabilités issues de la bureaucratie ou du commerce par une habile politique matrimoniale<sup>35</sup>. Il en fut de même dans la province de Salamanque, où des ruraux enrichis accélérèrent leur intégration déjà entamée avant 1808, à la faveur des élections organisées par le régime libéral en 1820<sup>36</sup>.

Les changements économiques se superposèrent aux aléas politiques pour accélérer le renouvellement en cours. En Catalogne, négociants et industriels investirent dans la terre à la faveur des désamortissements ce qui leur permit de participer au pouvoir local dans la mesure où, en système constitutionnel, le droit de vote et d'être élu était fondé sur la propriété<sup>37</sup>. En Andalousie, de nouvelles familles de commerçants, différentes de celles qui avaient fait fortune dans le grand commerce atlantique, émergèrent dans les années 1830 à partir de nouveaux produits d'exportation tels le sel de San Fernando et surtout le vin de Jérez<sup>38</sup>.

---

<sup>33</sup> CANO GARCÍA J.A., « La apuesta por el liberalismo de las élites vallisoletanas. Representación política en los inicios del reinado de Isabel II », *Investigaciones Históricas*, n° 27, 2007, p. 157-178.

<sup>34</sup> PONS A., SERNA J., *La ciudad extensa. La burguesía comercial-financiera y su dominación en la Valencia de mediados del siglo XIX*, Valencia, Diputación de Valencia, 1992.

<sup>35</sup> BAZ VICENTE M.J., *op. cit.*, p. 75-76 et 82.

<sup>36</sup> MILLÁN J., « A salvo del desorden conservador: carlismo y oligarquías no carlistas en la España de la revolución liberal », dans *El carlismo en su tiempo: geografías de la contrarrevolución. I jornadas de estudio del carlismo. 18-21 septiembre 2007. Estella*, Pamplona, Gobierno de Navarra, 2008, p. 65-98, p. 84-86.

<sup>37</sup> SOLÁ I PARERA A., VILA I DESPUJOL R., VIRÓS PUJOLÁ L., *op. cit.*

<sup>38</sup> RAMOS SANTANA A., *La burguesía gaditana en la época isabelin*, Cádiz, Fundación Municipal de Cultura, 1987.

Pour Mosca, les phases révolutionnaires correspondent à « une tendance démocratique » car les révolutions sont dirigées par des hommes issus des classes moyennes : des juristes, des journalistes, des employés de l'État. Cette nouvelle élite politique ne correspond pas alors à l'élite sociale. Passé le moment de rénovation, ces nouvelles élites fusionnent, par alliances matrimoniales, avec les anciennes qui ont résisté à l'épreuve révolutionnaire, élites politiques et sociales recommencent alors à coïncider, ce qui permet d'entrer dans la phase de stabilisation sociale, marquée par la domination d'une élite cohérente, acceptant une ouverture relative qui est garante de sa survie. Ces traits dégagés par Mosca se retrouvent en grande partie dans l'observation que l'on peut faire des couches supérieures de la société espagnole au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le processus de rénovation des couches supérieures de la société s'est ralenti. Les couches nouvelles enrichies ont accédé aux fonctions politiques à l'échelle locale ou nationale et les individus sans fortune qui avaient acquis du pouvoir politique à la faveur des périodes révolutionnaires se sont enrichis rapidement, tel l'emblématique Espartero<sup>39</sup>. Le régime libéral modéré qui s'installe à partir des années 1840 se caractérise précisément par la volonté de « recruter la classe politique parmi les notables qui de fait contrôlaient la vie sociale<sup>40</sup> ». La fusion entre élites sociales et élites politiques atteint un niveau particulièrement élevé à Madrid. Le parti modéré au pouvoir formait un agglomérat de clans constitués de politiques, de militaires, de banquiers, d'industriels et de grands propriétaires gravitant autour de la reine Isabelle II. L'un des plus puissants est celui de Fernando Muñoz, duc de Riánsares et époux de la reine-mère, Marie-Christine<sup>41</sup>. Le parti modéré a inventé une nouvelle « formule politique », pour reprendre l'expression de Mosca : un modèle d'État et d'institutions libérales conservatrice, s'appuyant sur une vision sociale de type oligarchique appuyé par l'Église.

## **Limites et intérêt du modèle italien**

Le cas espagnol permet de mettre en lumière des réserves majeures à la théorie de la circulation des élites portée par les sociologues italiens. Mosca et Pareto minorent le politique qu'ils limitent à une « formule politique ». Mosca affirme qu'il s'agit d'une nécessité inhérente à toute organisation sociale : « sans une formule politique une société ne peut se maintenir en vie car une illusion générale est une force sociale qui sert à cimenter l'unité et

---

<sup>39</sup> En français, l'exemple de la famille Vázquez : HERAN Fr., *Le Bourgeois de Séville : terre et parenté en Andalousie*, Paris, PUF, 1990.

<sup>40</sup> PRO RUIZ J., « La formación de la clase política liberal en España (1833-1868) », *op. cit.*, p. 451.

<sup>41</sup> PRO RUIZ J., « Poder político y poder económico en el Madrid de los moderados (1844-1854) », *Ayer*, n° 66, 2007, p. 27-55.

l'organisation politique d'un peuple et d'une civilisation toute entière<sup>42</sup> ». Cette approche est intéressante car elle fait la part belle au culturel dans la compréhension des phénomènes politiques. Toutefois, elle repose sur une vision sociale manichéenne et discutable qui est au fondement de la pensée des sociologues italiens : toute société est « naturellement » structurée par une opposition entre dominants et dominés. Par conséquent, leurs théories ne permettent pas une compréhension satisfaisante des phénomènes politiques. Ainsi, le schéma classique qu'ils proposent oppose élites conservatrices et couches nouvelles en ascension qui seraient révolutionnaires. En Espagne, de nouvelles élites ont pu émerger sous le drapeau de la révolution libérale, mais il en existe d'autres qui ont pu connaître un parcours similaire en embrassant la cause de l'absolutisme. Je l'ai montré pour Séville pendant la guerre d'Indépendance et on le retrouve dans de nombreux cas individuels. Ainsi, Tadeo Calomarde, ministre de *Gracia y Justicia* de Ferdinand VII de 1823 à 1832, un homme célèbre pour son positionnement réactionnaire et son rôle dans la répression des libéraux, était le fils d'un agriculteur enrichi, donc de ces couches nouvelles émergeant à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'étude du carlisme qui a été largement rénovée a montré que ce phénomène contre-révolutionnaire n'est ni un radicalisme populaire antibourgeois, ni un mouvement d'élites anciennes réactionnaires qui instrumentaliserait les masses paysannes, mais bien un phénomène complexe interclassiste dont l'analyse ne peut se limiter à un schéma dominants/dominés<sup>43</sup>. À partir de 1808, la sphère du politique s'ouvre brutalement en étant marquée par la violence car elle était liée à la guerre contre les Français. Émerge alors pour une trentaine d'années une dialectique révolution/contre-révolution qui forme un tout dans lequel les nouvelles couches sociales vont « piocher » pour favoriser leurs intérêts<sup>44</sup>.

Une autre limite se situe dans le schéma général qui voit alterner de longues périodes de stabilité, entrecoupées par des phases révolutionnaires de rénovation rapide des élites. En Espagne, la stabilité est toujours relative et il n'existe jamais un monde homogène des élites, en particulier après 1808. Certes, jusqu'en 1808 les voies d'une ascension sociale sont clairement balisées et fortement légitimées, ce qui confère à l'édifice social une certaine cohérence, malgré la multiplication des signes d'affaiblissement à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce n'est plus le cas par la suite. La relative stabilité obtenue par le régime libéral modéré à partir

---

42 Cité dans PUPPO A., « Gaetano Mosca et la théorie de la classe politique. Une pensée antidémocratique au service de la liberté », *Revue française d'histoire des idées politiques*, vol. 22, 2005, p. 241-256, p. 248.

43 MILLÁN J., « Una reconsideración del carlismo », *Ayer*, n° 29, 1998, p. 91-107.

44 LUIS J.-Ph., « Questions autour de l'avènement de la modernité politique en Espagne (fin XVIII<sup>e</sup> siècle-1868) », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* [en ligne], 3, 2008, mis en ligne le 20 juin 2011, consulté le 20 mai 2013. URL : <http://ceec.revues.org/2523>.

des années 1840 n'est en rien comparable à la solidité et à la force de la légitimité des mécanismes mis en place sous l'Ancien Régime. La violence politique recule, mais les élites restent fractionnées, comme le prouvent en particulier les moments révolutionnaires de 1854 et 1868. Par la suite, le régime de la Restauration a été précisément pensé pour éviter les luttes au sein des élites, mais là encore, la stabilité toute relative – que l'on pense aux élites catalanes – ne dépasse pas le choc national de 1898.

Les sociologues italiens tout comme les marxistes privilégient les logiques sociales horizontales (classes ou dominants/dominés). Se limiter à celles-ci revient à oublier d'autres logiques tout aussi opératoires et considérées comme légitimes : celles fondées sur les relations personnelles, celles verticales du patronage, ou celles des solidarités traditionnelles (la famille, l'amitié, l'origine géographique commune). L'individu appartenait à des corps structurant la société auxquels il était en grande partie soumis, au premier chef la famille<sup>45</sup>. Les travaux sur les élites et les biographies qui s'inspirent des théories des réseaux sociaux montrent que, même abolis au nom de l'égalité en droit, ces principes continuaient d'imprégner profondément les comportements et la nature du lien social. À l'échelon local comme national, des logiques de pouvoir perçues comme légitimes se déployaient en se fondant sur des réseaux de relation, liés le plus souvent à la parenté et au patronage<sup>46</sup>. Ainsi, sous Isabelle II, les luttes politiques prenaient souvent la forme de luttes féroces de clans qui n'étaient plus limitées et régulées, comme elles l'étaient avant 1808, par un monarque au pouvoir incontesté. En l'absence d'un tel pouvoir régulateur (ici la monarchie ou l'Église), les logiques sociales verticales tendent naturellement à un fractionnement des élites. Mosca percevait bien cette logique sociale, car il a travaillé sur les pratiques mafieuses de sa Sicile natale, toutefois, il la présentait avant tout sous l'angle d'une perversion inhérente au parlementarisme<sup>47</sup>, en s'appuyant sur l'observation de la société de son temps, marquée, au moins pour ses élites, par les principes du libéralisme antidémocratiques. Or, la société espagnole du début du XIX<sup>e</sup> siècle, tout comme d'ailleurs la société italienne, était différente et n'était pas une société fondée sur des principes libéraux individualistes. On retrouve la nature de cette analyse des sociologues italiens dans la différence qu'ils établissent entre élites

---

<sup>45</sup> DEDIEU J.-P., « Amistad, familia, patria... y rey. Las bases de la vida política en la Monarquía española de los siglos XVII y XVIII », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, t. 35/1, 2005, p. 27-50.

<sup>46</sup> ROBLES EGEA A. (comp.), *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Alianza, 1996.

<sup>47</sup> MASTROPAOLO A., « La double théorie de la classe politique de Gaetano Mosca », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 11, n° 4, 2004, p. 611-630.

politiques et élites socio-économiques<sup>48</sup>. Ce classement n'a guère de sens pour la période qui m'intéresse car les sphères du politique et du social n'étaient pas encore séparées. À la fin des années 1820, le terme « État » désigne encore l'ensemble de la société et son ordonnancement hiérarchisé. L'oligarchie formait un tout où le pouvoir politique était aussi pouvoir de domination social.

On le voit, les limites à l'utilisation de la grille de lecture des théoriciens italiens des élites sont importantes, à certains égards, celle-ci est à ranger dans l'arsenal des instruments d'analyse obsolètes. On peut toutefois en retenir un élément qui me semble continuer à être une piste féconde : l'analyse de la fin de l'Ancien Régime et l'émergence du régime libéral sous l'angle d'une crise des élites. Aborder la question sous cet angle permet de s'interroger sur le rôle des phénomènes de blocage de la dynamique sociale et de crise de la justification de la domination sociale dans les grands changements politiques. En Espagne, un changement en profondeur, appuyé par la monarchie, était entamé au XVIII<sup>e</sup> siècle avec l'émergence de nouvelles couches. La dynamique de la rénovation passait alors par la propriété, l'argent et le mérite. Le roi constituait la clé de la rénovation des élites, le « grand régulateur », l'arbitre du monde des élites. Ce rôle disparaît avec la guerre d'Indépendance, le roi se transforme en chef de faction, la faction des absolutistes. Là est probablement la clé de la très forte violence qui marque la société espagnole : la société n'était plus lisible pour ses contemporains. Dans les années 1840, un nouveau modèle de régulation des élites, le modèle libéral modéré, finit par s'imposer, sans jamais toutefois acquérir la force et la légitimité de l'ancien système de rénovation fondé sur le roi. En effet, le libéralisme n'était pas monolithique et conduisait à des lectures plurielles : c'était aussi au nom du libéralisme, un libéralisme ouvert, qu'une partie des élites s'opposait au modèle oligarchique élaboré par les libéraux modérés.

Jean-Philippe LUIS  
(CHEC, Université Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand)

---

<sup>48</sup> LEONI Fr., « La clase política en Gaetano Mosca », *Revista de Estudios Políticos*, n° 71, 1991, p. 219-233.